

**8. SIGNATURES**

ROBERT BISAILLON

PIERRE BERNIER,  
*secrétaire général  
associé*

26864

Gouvernement du Québec

**Décret 1579-96, 18 décembre 1996**

CONCERNANT la nomination de M<sup>e</sup> Normand Carrier comme sous-ministre adjoint au ministère de l'Environnement et de la Faune

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE M<sup>e</sup> Normand Carrier, sous-ministre associé au ministère de la Sécurité publique, administrateur d'État II, soit nommé sous-ministre adjoint au ministère de l'Environnement et de la Faune, aux mêmes classement et salaire annuel, à compter du 6 janvier 1997;

QUE le décret 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et ses modifications subséquentes s'appliquent à M<sup>e</sup> Normand Carrier.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26865

Gouvernement du Québec

**Décret 1580-96, 18 décembre 1996**

CONCERNANT la nomination de madame Suzanne Giguère comme sous-ministre adjointe au ministère de l'Environnement et de la Faune

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE madame Suzanne Giguère, directrice de l'évaluation environnementale des projets industriels au ministère de l'Environnement et de la Faune, cadre supérieure classe III, soit nommée sous-ministre adjointe à ce même ministère, administratrice d'État II, au salaire annuel de 85 500 \$, à compter du 6 janvier 1997;

QUE le décret 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et ses modifications subséquentes s'appliquent à madame Suzanne Giguère.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26866

Gouvernement du Québec

**Décret 1581-96, 18 décembre 1996**

CONCERNANT la nomination de monsieur Simon Caron comme sous-ministre associé au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE monsieur Simon Caron, administrateur d'État II au ministère de la Culture et des Communications, affecté au Secrétariat de l'autoroute de l'information, soit nommé sous-ministre associé au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, aux mêmes classement et salaire annuel, à compter du 6 janvier 1997;

QUE le décret 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et ses modifications subséquentes s'appliquent à monsieur Simon Caron.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26867

Gouvernement du Québec

**Décret 1582-96, 18 décembre 1996**

CONCERNANT l'engagement à contrat de monsieur Ernst Jouthe comme sous-ministre adjoint au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE monsieur Ernst Jouthe, professeur à l'Université du Québec à Montréal, soit engagé à contrat pour agir à titre de sous-ministre adjoint au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, pour une période de deux ans à compter du 3 février 1997, aux conditions annexées.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

## **Contrat d'engagement de monsieur Ernst Jouthe comme sous-ministre adjoint au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration**

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de l'engagement fait en vertu de l'article 57 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1)

### **1. OBJET**

Conformément à l'article 57 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), le gouvernement du Québec engage à contrat monsieur Ernst Jouthe, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme sous-ministre adjoint au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, ci-après appelé le ministre.

Sous l'autorité du sous-ministre du ministère et en conformité avec les lois et les règlements qui s'appliquent, il exerce tout mandat que lui confie le sous-ministre.

Monsieur Jouthe exerce ses fonctions au bureau du ministère à Montréal.

### **2. DURÉE**

Le présent engagement commence le 3 février 1997 pour se terminer le 2 février 1999, sous réserve des dispositions de l'article 5.

### **3. RÉMUNÉRATION**

La rémunération de monsieur Jouthe comprend le salaire et la contribution de l'employeur aux régimes de retraite et d'assurances.

#### **3.1 Salaire**

À compter de la date de son engagement, monsieur Jouthe reçoit un salaire versé sur la base annuelle de 85 500 \$.

Ce salaire sera révisé selon la politique applicable aux administrateurs d'État II et arrêtée par le gouvernement.

#### **3.2 Régime de retraite**

Monsieur Jouthe choisit de participer au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) adopté par le décret 245-92 du 26 février 1992 et ses modifications subséquentes.

### **4. AUTRES DISPOSITIONS**

#### **4.1 Vacances**

À compter de la date de son entrée en fonction, monsieur Jouthe a droit à des vacances annuelles payées de vingt jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'il a été en fonction au cours de l'année financière.

Le report de vacances annuelles en tout ou en partie, lorsqu'il est impossible de les prendre au cours de l'année, doit être autorisé par le sous-ministre du ministère.

#### **4.2 Statut d'emploi**

En aucun temps, le présent contrat ne pourra être invoqué à titre de travail temporaire dans la fonction publique du Québec en vue d'y acquérir le statut d'employé permanent.

#### **4.3 Droits d'auteur**

Le gouvernement est propriétaire des droits d'auteur sur les rapports à être éventuellement fournis et sur les documents produits. Monsieur Jouthe renonce en faveur du gouvernement à tous les droits d'auteur sur les résultats de son travail.

#### **4.4 Autres conditions de travail**

Le décret 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et ses modifications subséquentes s'appliquent à monsieur Jouthe. Dans le cas où les dispositions du décret 801-91 du 12 juin 1991 sont inconciliables avec les dispositions contenues au présent décret, ces dernières s'appliqueront.

### **5. TERMINAISON**

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent:

### 5.1 Démission

Monsieur Jouthe peut démissionner de son poste de sous-ministre adjoint au ministère, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé à l'Organisation gouvernementale et aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

### 5.2 Suspension

Le sous-ministre du ministère peut, pour cause, suspendre de ses fonctions monsieur Jouthe.

### 5.3 Destitution

Monsieur Jouthe consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

### 5.4 Résiliation

Le présent engagement peut être résilié en tout temps par le gouvernement sous réserve d'un préavis d'un mois si le titulaire justifie de moins de deux ans de service, de deux mois si le titulaire justifie de deux ans à trois ans de service et de trois mois si le titulaire justifie de trois ans ou au plus de service. En ce cas, le gouvernement versera à monsieur Jouthe les montants qui lui sont dus pour la période au cours de laquelle il a travaillé.

## 6. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Jouthe se termine le 2 février 1999. Dans le cas où le premier ministre a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de sous-ministre adjoint au ministère, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.

7. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

## 8. SIGNATURES

---

ERNST JOUTHE

---

PIERRE BERNIER,  
*secrétaire général  
associé*

26868

Gouvernement du Québec

### Décret 1583-96, 18 décembre 1996

CONCERNANT la nomination de madame Lyse Lévesque comme sous-ministre adjointe au ministère des Ressources naturelles, affectée au Secrétariat au développement des régions

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE madame Lyse Lévesque, directrice régionale de la Côte-Nord au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, cadre supérieure classe IV, soit nommée sous-ministre adjointe au ministère des Ressources naturelles, affectée au Secrétariat au développement des régions, administratrice d'État II, au salaire annuel de 78 720 \$, à compter du 6 janvier 1997;

QUE le décret 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et ses modifications subséquentes s'appliquent à madame Lyse Lévesque.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26869

Gouvernement du Québec

### Décret 1584-96, 18 décembre 1996

CONCERNANT M<sup>e</sup> Pierre Nadeau

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE M<sup>e</sup> Pierre Nadeau, sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation, administrateur d'État II, soit muté au ministère du Conseil exécutif, aux mêmes classement et salaire annuel, à compter du 6 janvier 1997;

QUE le décret 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et ses modifications subséquentes s'appliquent à M<sup>e</sup> Pierre Nadeau.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26870